



**ÉCOLE  
BOULLE**

ÉCOLE BOULLE  
ÉCOLE SUPÉRIEURE DES ARTS APPLIQUÉS  
LYCÉE DES MÉTIERS D'ART, DE L'ARCHITECTURE  
INTÉRIEURE ET DU DESIGN

9 – 21 rue Pierre Bourdan  
75571 PARIS cedex 12  
☎ 01 44 67 69 67 ☎ 01 43 42 22 66

01.01.2015

« L'obéissance à la loi qu'on s'est prescrite est liberté »  
J. J. Rousseau

## **REGLEMENT INTERIEUR APPLICABLE A TOUTE PERSONNE FREQUENTANT L'ETABLISSEMENT**

L'Ecole Boulle a une mission pédagogique et éducative visant à apporter aux jeunes qui lui sont confiés les connaissances et les apprentissages leur permettant d'accéder à la vie professionnelle, ainsi que les conditions favorisant leur prise de conscience d'adulte et de citoyen.

Cette mission ne peut être assurée sans un ensemble de règles qui régissent la vie scolaire et sans lesquelles aucune vie communautaire n'est possible.

Elles définissent un contrat que tout élève, sans distinction de section, s'engage à respecter dès son inscription à l'Ecole Boulle, et pour toute la durée de sa scolarité.

### **I- LA VIE SCOLAIRE**

#### **A- Horaires des enseignements**

Les cours et travaux pratiques sont dispensés du lundi au vendredi, de 8h à 18h, selon l'horaire particulier à chaque section.

Le matin, l'établissement ouvre ses portes à 7h45.

Le soir, les élèves sont invités à quitter le bâtiment principal de l'établissement au plus tard à 18h15 cependant étudiants et lycéens peuvent rester dans l'école jusqu'à 21h00 (heure officielle de fermeture les lundi, mardi, mercredi et jeudi) selon les activités proposées (CDI, ateliers photo, peinture etc, clubs, travail personnel...). L'annexe de l'école n'est pas concernée par les activités en soirée et sera fermée à 18h30 tous les soirs.

Au moment des récréations et des interclasses du matin et de l'après-midi, les élèves sont autorisés à sortir de l'établissement. Pour les mineurs cette autorisation nécessite l'accord écrit de leurs parents donné en début d'année dans le dossier d'inscription. En cas de retard cette autorisation sera retirée au cas par cas. Aux interclasses, les élèves ne sont pas autorisés à quitter le lycée.

**Déplacement des élèves en E.P.S. :** par décision du Conseil d'administration du 27 novembre 1992 et en application des circulaires ministérielles n° 78027 et 88214, les élèves se rendront seuls sur les installations sportives extra-muros pour les cours d'éducation physique et sportive et les activités de l'association sportive. Ils reviendront seuls à l'établissement.

**Absence des professeurs :** les absences qui sont connues à l'avance sont signalées aux élèves. Dans les autres cas, les élèves doivent s'informer auprès de la vie scolaire (CPE) avant d'être éventuellement autorisés à quitter l'établissement.

Les modifications d'horaires ou déplacements de cours, inhérents à ces absences ou pour tout autre motif, doivent être demandées auprès de Madame le Proviseur adjoint ou des conseillers principaux d'éducation, en accord avec les professeurs concernés.

**Activités extérieures :** les sorties organisées par les professeurs constituent une activité pédagogique identique à celle d'un enseignement dispensé à l'intérieur de l'établissement, ce qui rend obligatoire la présence de l'ensemble des élèves à chacune des sorties.

#### **B- Organisation de la vie scolaire**

**Service de restauration pour le site Boulle :** se reporter au document joint sur les conditions d'organisation de la restauration scolaire.

**Sorties :** les élèves ont la possibilité de sortir de l'établissement entre la fin des cours du matin et le début des cours de l'après-midi, sauf opposition écrite des parents pour les mineurs. Cette disposition s'applique également, pour les sorties de l'établissement, en cas d'absence de professeurs. Des sorties exceptionnelles peuvent être autorisées sous réserve de l'accord des professeurs concernés et des C.P.E. Toute sortie illicite sera sanctionnée.

## **II- L'EXERCICE DES DROITS ET OBLIGATIONS DES ÉLÈVES**

### **A- Droit d'expression collective et individuelle, de réunion, de publication et d'association**

Décret n° 91.173 du 18 février 1991 : « L'exercice de ces droits ne doit pas porter atteinte aux activités d'enseignement, au contenu des programmes et à l'obligation d'assiduité ».

**Le droit d'expression collective** s'exerce par l'intermédiaire des délégués élèves, des associations d'élèves, du BDE dans le respect des principes de laïcité, de pluralisme et de neutralité.

**Le droit de réunion** a pour objectif essentiel de faciliter l'information des élèves. Il doit s'exercer dans le cadre du respect de la loi et des principes fondamentaux du service public d'éducation en dehors des heures de cours prévues à l'emploi du temps des élèves. Le Chef d'établissement doit être préalablement informé de son déroulement. Il s'exerce de manière préférentielle dans le cadre du Conseil de la Vie Lycéenne.

**Le droit de publication et d'affichage** s'exerce librement, sans autorisation préalable, dans le respect des règles déontologiques de la presse au risque de suspension ou d'interdiction de la publication ou de l'affichage par le Chef d'établissement qui doit être informé du nom de son auteur.

**Le droit d'association** est reconnu à l'ensemble des élèves sans restriction d'objet ni d'activités. Trois associations existent à l'Ecole Boule : la maison des lycéens, l'association sportive, Générations Boule, le BDE

- la maison des lycéens : association déclarée loi de 1901, la maison des lycéens propose à tous les élèves des activités de type éducatif et culturel. Les activités n'existent que par et pour les élèves, tant du point de vue des besoins que des responsabilités prises.

Les enseignants, la direction apportent les cautions légales, morales et matérielles permettant l'expression de ces activités, dans le cadre des responsabilités définies par la loi.

Par l'association du plus grand nombre, la maison des lycéens peut créer une dynamique favorable à l'esprit de l'établissement : les échanges, les relations ainsi instaurées, font participer chacun aux richesses de tous.

- l'association sportive est régie par la loi de 1901 et déclarée à la préfecture de police de Paris. Elle a pour objet d'organiser et de développer la pratique d'activités sportives et l'apprentissage de la vie associative pour les élèves qui y adhèrent. Elle représente l'établissement dans les épreuves sportives scolaires. Elle est affiliée à l'U.N.S.S. et administrée par un comité directeur.

L'adhésion volontaire, moyennant une cotisation fixée par le comité directeur, autorise la participation aux entraînements et compétitions sportives.

**La caisse de solidarité** : les familles et les personnels sont invités à verser, sur la base du volontariat, leur participation à cette caisse qui peut permettre d'aider tout élève en difficulté

### **B- Obligation d'assiduité et de ponctualité**

**Pour des raisons pédagogiques évidentes, l'assiduité et la ponctualité à tous les cours sont obligatoires.**

#### **1- Assiduité**

Les absences des élèves, majeurs ou non, sont comptabilisées selon les relevés effectués par les professeurs, recensées par les CPE et signalées aux familles ou aux intéressés dans les plus brefs délais. Nous demandons aux familles de répondre au plus vite à tout courrier concernant ces absences.

Cette obligation d'assiduité comporte, outre la fréquentation régulière, l'obligation de réaliser dans les délais fixés les travaux écrits ou oraux demandés par les enseignants et d'effectuer les contrôles de connaissance.

Cas d'absence :

- a) absence prévue : (exemples : convocation à un examen, démarche personnelle urgente, etc...). A demander, sous forme écrite, à la vie scolaire (CPE).
- b) absence non prévue : l'élève majeur doit justifier, par écrit, son absence en se présentant au bureau des conseillers principaux d'éducation et ne peut être admis en cours que muni d'un billet d'entrée qui lui sera délivré. Pour les élèves mineurs, les absences sont justifiées par la famille.
- c) inaptitudes en E.P.S. : la présence au cours d'éducation physique et sportive est obligatoire. Les dispenses d'éducation physique sont remplacées par des inaptitudes. Lorsqu'un élève ne peut participer aux activités sportives, il devra fournir au professeur d'E.P.S. un certificat médical indiquant le caractère total ou partiel de l'inaptitude. En cas d'inaptitude partielle, ce certificat peut comporter des indications utiles pour adapter la pratique de l'éducation physique et sportive aux possibilités individuelles de l'élève, qui devra assister et éventuellement participer aux cours.
- d) Toutefois, les cas d'inaptitude posant des problèmes particuliers (déplacements, sécurité, surveillance...), feront l'objet d'un traitement spécifique après concertation de l'ensemble des membres de la communauté éducative.

- e) Au-delà de trois mois, consécutifs ou cumulés pour l'année scolaire en cours, les inaptitudes devront être présentées au service médico-social.

## **2- Ponctualité**

« Être à l'heure » constitue une marque élémentaire de respect des autres, puisque cette règle est commune à toutes et tous.

Dans le cadre d'un établissement son non-respect entraîne, en outre, des perturbations et des gênes dans le fonctionnement des enseignements. L'élève devra obligatoirement demander à la vie scolaire un billet d'entrée pour se rendre au cours. Son retard sera comptabilisé. Le professeur a toujours, dans ce cas, le droit de refuser l'élève en le signalant au service de la vie scolaire (CPE).

### **En cas de manquement aux règles d'assiduité et de ponctualité**

Les motifs des absences et retards seront appréciés par les conseillers principaux d'éducation étroitement associés aux professeurs.

Les absences et retards non justifiés constituent une *rupture de contrat* de la part de l'élève vis-à-vis de l'établissement et engagent sa responsabilité. Tout retard supérieur à ¼ h sera comptabilisé 1 heure.

Selon les résultats du suivi quotidien et du bilan mensuel des retards et des absences, le Chef d'établissement, après consultation de l'équipe éducative de l'élève, prendra les sanctions suivantes :

- avertissement écrit
- exclusion temporaire de huit jours maximum
- mise en oeuvre d'une procédure d'exclusion supérieure à huit jours ou définitive (conseil de discipline).

**L'établissement est dans l'obligation de signaler les absences injustifiées et répétées, chaque fin de mois, aux services académiques qui pourront mettre en oeuvre une procédure de suspension des bourses et allocations.**

## **C- Le respect des personnes et du bien collectif**

Les règles élémentaires de courtoisie et de respect d'autrui doivent présider aux relations entre les personnes.

**Vol** : chacun doit être particulièrement vigilant à l'égard de son matériel et de ses affaires personnelles, l'administration ne peut, en aucun cas, être tenue responsable des vols commis à l'intérieur de l'établissement.

**Le respect de la personne** : les principes fondamentaux de l'école laïque et républicaine garantissent à chacun le droit au respect de ses convictions personnelles. Toute forme de discrimination quelle qu'elle soit, qu'elle se manifeste par des moqueries répétées, des insultes, des menaces, des mises à l'écart ou des voies de fait pourra faire l'objet de sanctions d'exclusion temporaire ou définitive de l'établissement, sans préjudice d'éventuelles suites judiciaires.

La vie en groupe appelle à l'esprit de tolérance et de respect des convictions de chacun. Aucune propagande politique ou religieuse ne peut être acceptée sous quelque forme que ce soit.

**Le respect du principe de laïcité** : conformément aux dispositions de l'article L 141-5-1 du code de l'éducation, le port de signes ou de tenues par lesquels les élèves (ou étudiants) manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit.

Lorsqu'un élève (ou étudiant) méconnaît l'interdiction posée à l'alinéa précédent, le Chef d'établissement (ou son représentant) organise un dialogue avec cet élève (ou étudiant) avant l'engagement de toute procédure disciplinaire.

**Le devoir de n'user d'aucune violence** : les violences verbales, la dégradation des biens personnels ou collectifs, les brimades, les vols ou tentatives de vol, les violences physiques, le bizutage, le racket, les violences sexuelles dans l'établissement ou à ses abords immédiats constituent des comportements qui, selon le cas, font l'objet de sanctions disciplinaires et /ou d'une saisine de la justice » (J.O. du 11-07-2000).

Les outrages en paroles, gestes ou menaces adressés à une personne chargée d'une mission de service public constituent un délit selon les dispositions du code pénal.

L'usage du téléphone cellulaire est interdit dans les salles de cours. Tout manquement entraînera des sanctions disciplinaires.

**Le respect du bien collectif** : l'établissement est l'outil de tous ; il est de la responsabilité de chacun de le préserver.

**La santé publique** : conformément à la loi, par mesure de sécurité évidente et par respect de soi-même et des autres, il est strictement interdit de fumer dans l'enceinte de l'établissement et de consommer de l'alcool dans l'enceinte et aux abords immédiats de l'établissement. « Le non respect de cette interdiction entraînera des sanctions pouvant aller jusqu'à l'exclusion ».

**Sécurité** : de même, l'introduction dans l'établissement de matières ou d'objets dangereux est strictement interdite. En cas de sinistre, prière d'appliquer les consignes affichées dans les locaux (voir document SÉCURITÉ INCENDIE).

**Hygiène et Propreté** : chacun doit avoir souci de maintenir les locaux dans un état correct. Le respect du bien collectif implique que toute dégradation volontaire soit à la charge de son auteur et passible de sanctions allant jusqu'à l'exclusion définitive. Les élèves sont responsables du matériel qui leur est confié.

**Tenue et comportement** : tous les élèves se doivent d'adopter une tenue propre et décente et un comportement correct.

**Tenue dans les ateliers** : la législation du travail impose, pour des raisons de sécurité, une tenue conforme aux normes définies par la loi pour chaque spécialité professionnelle. Les professeurs de chaque atelier indiqueront la liste des équipements à acquérir et à utiliser.

### **III- DISCIPLINE DES ÉLÈVES**

La communauté scolaire est soumise à des contraintes propres à chacun selon son statut. Le présent règlement rappelle l'échelle des sanctions proposée aux élèves

#### **A- Punitions scolaires**

Elles concernent pour l'essentiel des manquements mineurs aux obligations des élèves et les perturbations dans la vie de la classe ou de l'établissement.

Elles peuvent prendre les formes suivantes :

- excuse orale ou écrite
- devoir supplémentaire assorti ou non d'une retenue
- exclusion ponctuelle d'un cours
- retenue pour faire un devoir ou un exercice non fait
- inscription sur le carnet de correspondance ou un document signé par les parents

#### **B- Sanctions disciplinaires**

Elles concernent les manquements graves ou répétés aux obligations des élèves (assiduité, ponctualité, travail) et notamment les atteintes aux personnes et aux biens (respect des personnes tel que défini au point II C). Elles sont inscrites au dossier administratif de l'élève.

Elles doivent être individualisées. L'échelle des sanctions est la suivante :

- avertissement
- blâme
- mesure des responsabilisation exécutée dans l'enceinte de l'établissement ou non, en dehors des heures d'enseignement, qui ne peut excéder 20 heures
- exclusion temporaire de la classe qui ne peut excéder 8 jours et au cours de laquelle l'élève est accueilli dans l'établissement
- exclusion temporaire de l'établissement ou de l'un de ses services annexes qui ne peut excéder 8 jours
- exclusion définitive de l'établissement ou de l'un de ses services annexes.

Le Chef d'établissement est tenu d'engager une procédure disciplinaire lorsqu'un membre du personnel de l'établissement a été victime de violence verbale ou physique et lorsque l'élève commet un acte grave à l'égard d'un membre du personnel ou d'un autre élève. Une faute peut reposer sur des faits commis hors de l'établissement scolaire, s'ils ne sont pas dissociables de la qualité de l'élève. Le conseil de discipline sera obligatoirement réuni lorsqu'un personnel de l'établissement a été victime d'atteinte physique.

Toute sanction doit être écrite et comporter une motivation claire et précise, rappelant les considérations de droit et de fait qui constituent le fondement de la décision.

Le principe du contradictoire est observé : la communication à l'élève, à son représentant légal (s'il est mineur) et à la personne chargée de l'assister, de toute information utile à l'organisation de sa défense est garantie.

Lorsque le Chef d'établissement prononce une sanction disciplinaire, l'élève, son représentant légal (s'il est mineur), ou une personne de son choix, disposent d'un délai de 3 jours ouvrables pour présenter sa défense oralement ou par écrit.

Lorsque le conseil de discipline est réuni, l'élève, son représentant légal (s'il est mineur) sont informés des modalités de la procédure.

#### **C- Mesures d'accompagnement**

Pour prévenir tout retard dans le suivi des programmes et assurer la continuité des apprentissages, un élève exclu se verra proposer par l'équipe éducative un travail scolaire (tel que leçons, rédactions, devoirs) à faire parvenir à l'établissement.

#### **D- Commission éducative**

Elle est présidée par le Chef d'établissement (ou son adjoint) qui en désigne les membres. Elle comprend au moins un membre des représentants des parents d'élèves et des personnels de l'établissement dont au moins un professeur.

Elle a pour mission d'examiner la situation d'un élève dont le comportement est inadapté aux règles de vie dans l'établissement et qui ne répond pas à ses obligations scolaires. Elle favorise la recherche d'une réponse éducative personnalisée. Elle assure également le suivi de l'application des mesures de prévention, d'accompagnement, des mesures de responsabilisation ainsi que des mesures alternatives aux sanctions.

### **IV- QUESTIONS DIVERSES**

#### **A- Résultats scolaires et information aux familles**

Pour les sections secondaires, les résultats scolaires sont appréciés en fin de chaque trimestre par le conseil de classe et envoyés aux familles. Pour le site Flamel, les conseils des sections MC et FCIL sont semestriels. Pour les sections supérieures, un conseil de classe semestriel (février et juin) se prononce sur les résultats : le relevé des notes est remis à l'élève lui-même. Les familles peuvent en demander un double.

Les décisions des conseils de classe ne peuvent être révisées que devant une commission d'appel quand elle est prévue par la loi.

#### **B- Travaux dans les ateliers**

Aucune réalisation, quelle qu'en soit la nature (travail neuf ou de restauration) ne doit être engagée dans un atelier sans être précédée d'un bon de fabrication.

Ces réalisations sont, avant tout, la propriété de l'établissement. Les élèves sont autorisés à acquérir leurs travaux en priorité, passé un délai d'un an.

Les créations réalisées par les élèves dans le cadre de l'enseignement dispensé par l'Ecole Boule et susceptibles de bénéficier de la protection instituée par le code de la propriété intellectuelle, demeurent la propriété de l'Ecole qui pourra les utiliser librement dans le cadre de ses activités habituelles telles qu'elles sont déterminées par ses statuts ainsi que pour la promotion de ses formations.

Toutefois à la demande des élèves concernés, l'Ecole pourra les autoriser à exploiter lesdites créations dans des conditions qui seront déterminées dans chaque cas particulier.

En cas de découverte industrielle, l'élève notifiera à l'Ecole la solution technique inventée et l'établissement pourra renoncer au brevet.

#### **C- Modifications**

Les modifications éventuelles apportées au règlement intérieur pourront être proposées par une commission réunissant les usagers de l'Ecole et soumises au Conseil d'administration.

### **ANNEXE - REGIME SCOLAIRE**

#### **1. ASSURANCE**

Vis-à-vis des élèves en sortie libre entre les cours, la responsabilité de l'Administration scolaire est entièrement dérogée.

#### **2. ACCIDENTS**

Tout élève accidenté dans l'établissement doit être accompagné à l'infirmerie.

Tout accident, même sans gravité apparente, doit faire l'objet d'une déclaration écrite dans les 48 heures afin que l'élève concerné puisse bénéficier des droits aux prestations prévues dans le cadre de l'enseignement technique.

Les élèves du Lycée sont régis par la législation des accidents du travail.

Ils sont assurés durant les cours, y compris l'éducation physique, durant les stages, y compris trajet domicile - lieu de stage, et lieu de stage - domicile).

Durant les stages, ils sont assurés en responsabilité civile par le lycée mais ils ne le sont pas pour les accidents de trajet domicile - lycée, et lycée - domicile. Il est donc fortement recommandé aux familles de souscrire un contrat d'assurance courant pour ce type de risques et dommages. Il est obligatoire pour participer aux différentes associations.

#### **3. SECURITE SOCIALE - REGIME SPECIAL DES ETUDIANTS**

Tout élève des classes de cycle supérieur doit obligatoirement s'affilier au régime de sécurité sociale étudiante, sauf cas très particulier de dispense d'affiliation. Une cotisation annuelle est obligatoire pour les étudiants ayant atteint l'âge de 20 ans à la rentrée scolaire ou l'atteignant en cours d'année scolaire.

Il est par ailleurs recommandé à ces étudiants de souscrire également à une mutuelle étudiante.

Après lecture de ce document, veuillez compléter l'accusé de réception joint puis l'inclure dans le dossier d'inscription. **LE REGLEMENT INTERIEUR DOIT ETRE GARDE.**